

RECHERCHE SUR LES ACTIONS

26 mai 2026

Compte rendu sectoriel

Fait au Canada : l'industrialisation de l'approvisionnement en matière de défense au Canada

Principaux points à retenir du Sommet sur la défense et la résilience de la Banque CIBC

Notre conclusion : Le Sommet sur la défense et la résilience de la Banque CIBC marque un point d'inflexion dans la position du Canada en matière de défense, les politiques, les capitaux et l'exécution industrielle étant maintenant alignés sur une construction de capacité souveraine s'étalant sur une décennie. La création de l'Agence de l'investissement pour la défense (AID) et de la Stratégie industrielle de défense (SID) marque le passage d'un approvisionnement fragmenté à un modèle centralisé axé sur les marchés des capitaux et conçu pour accélérer le déploiement et ancrer les chaînes d'approvisionnement nationales. Pour l'industrie et les technologies adjacentes, les occasions s'élargissent dans les domaines des infrastructures, de l'aérospatiale, de la logistique dans l'Arctique, des systèmes spatiaux et de la puissance quantique. Le dénominateur commun n'est pas seulement l'ampleur des dépenses, mais aussi la façon dont elles sont déployées; elles sont plus rapides, mieux coordonnées et dépendent de plus en plus des exploitants privés.

La politique de défense passe à l'exécution : La résilience économique unifiée et le mandat de sécurité nationale du gouvernement fédéral se traduisent par des changements structurels tangibles. La SID présente un contenu intérieur explicite et des objectifs d'exportation, soutenus par une augmentation des dépenses en matière de défense à moyen terme. La création de l'AID règle les goulots d'étranglement de longue date en matière d'approvisionnement en consolidant les pouvoirs, en permettant le déploiement indépendant de capitaux et en introduisant d'autres modèles de passation de marchés, comme la présélection précoce des fournisseurs et l'attribution d'un contrat à un fournisseur unique. Les premiers exemples donnent à penser que les échéances peuvent être considérablement réduites par rapport aux normes historiques.

Expansion de la capacité intérieure sur plusieurs fronts : Le déploiement des capitaux est déjà mis en correspondance avec les marchés finaux identifiables. La modernisation des bases, les infrastructures maritimes et la fabrication de munitions laissent entrevoir un important cycle de construction et d'ingénierie au pays. Le Canada s'intègre également plus directement aux écosystèmes d'approvisionnement alliés, ce qui ouvre des occasions d'exportation supplémentaires grâce à des partenariats avec l'Europe et les États-Unis. L'exigence d'investissement va au-delà des actifs de défense pour inclure des infrastructures habilitantes, notamment des logements, des services publics et de la logistique, en particulier dans le Nord.

Nouveaux marchés finaux : Arctique, secteur spatial et physique quantique : La prochaine phase des dépenses de défense est de plus en plus liée à des environnements opérationnels complexes et à des technologies de pointe. La souveraineté dans l'Arctique introduit un modèle d'approvisionnement à double usage dans lequel les infrastructures civiles sous-tendent la présence militaire, favorisant les exploitants chevronnés du Nord. Dans le secteur spatial, la demande de satellites, de lancements et de capacités de données est structurelle, et des considérations liées à la souveraineté stimulent les investissements nationaux dans l'ensemble de la chaîne de valeur. La physique quantique en est encore à un stade précoce, mais le soutien stratégique et la demande du secteur de la défense convergent vers un petit groupe de plateformes canadiennes crédibles, ce qui place le pays en bonne position pour participer à mesure que la commercialisation progresse.

Sauf indication contraire, toutes les données financières sont en dollars canadiens.

Krista Friesen
Analyste
+1 416-956-6807
Krista.Friesen@cibc.com

Todd Coupland, CFA
Analyste
+1 416-956-6025
Todd.Coupland@cibc.com

Jonathan Mossiagin
Associé
+1 416-956-3633
Jonathan.Mossiagin@cibc.com

Erin Kyle, CPA
Analyste
+1 416-313-9851
Erin.Kyle@cibc.com

Anshul Aggarwal, CFA
Associé
+1 647-465-9046
Anshul.Aggarwal@cibc.com

Filip Stevanovic
Associé
+1 416-681-5836
Filip.Stevanovic@cibc.com

Dylan Ridout
Associé
+1 437-882-9092
Dylan.Ridout@cibc.com

Secteurs :
Industrie, technologies de l'information

Stratégie macroéconomique de défense du Canada

Les conversations informelles avec l'honorable David J. McGuinty, ministre de la Défense nationale, et Doug Guzman, chef de la direction de la nouvelle Agence de l'investissement pour la défense (AID), ont permis de souligner une révision structurelle fondamentale de la base industrielle de défense du Canada. Le gouvernement fédéral cherche à unifier la résilience économique et la sécurité nationale en un seul mandat. Pour remédier à la fragmentation historique, à la lenteur des délais d'approvisionnement et à la mobilisation industrielle intermittente, le Canada met en œuvre sa toute première Stratégie industrielle de défense (SID).

Ce changement de cap politique est ancré dans l'engagement de porter les dépenses de défense à l'objectif fixé par l'OTAN, soit 5 % du PIB, d'ici 2035. Pour veiller à ce que ce capital stimule la croissance intérieure, la SID vise à ce que 70 % de tous les contrats de défense fédéraux soient attribués à des entreprises canadiennes, à ce que les exportations de défense canadiennes augmentent de 50 % et à ce que quelque 125 000 emplois régionaux soient créés dans l'ensemble du pays.

Réforme institutionnelle : Agence d'investissement pour la défense (AID)

Pour mener à bien ce mandat s'étendant sur une décennie et éviter les retards chroniques en matière de passation de marchés, le gouvernement a l'intention de présenter un projet de loi visant à faire de l'AID une entité autonome. Dirigée par son premier chef de la direction, Doug Guzman, qui apporte une grande expertise financière, l'agence est structurée de manière à briser un triangle d'inertie historique. Ce goulot d'étranglement a toujours concerné le ministère de la Défense nationale (MDN), Innovation, Sciences et Développement économique (ISED) et Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), tandis que des niveaux hiérarchiques supplémentaires au sein du Conseil du Trésor et du ministère des Finances ont ralenti le déploiement des capitaux.

L'AID s'est vu accorder des libertés législatives élargies et des voies d'autorisation directes pour accélérer la mise en œuvre :

- **Indépendance juridictionnelle** : L'AID assume le contrôle total des retombées industrielles et technologiques (RIT) et une compétence d'approvisionnement distincte de SPAC pour tous les grands projets de défense d'une valeur de plus de 100 M\$, ou pour ceux qui lui sont spécifiquement confiés à la demande du MDN.
- **Soutien financier autonome** : Pour ancrer les capacités nationales essentielles, l'AID a reçu une ligne de financement initiale de 1 milliard de dollars. Cette ligne de financement permet à l'agence de déployer indépendamment des capitaux, des garanties, des prêts ou des titres hybrides sans composer avec les procédures d'approbation habituelles du Conseil du Trésor.
- **Modèles de présélection précoce et de second tour** : L'agence délaisse les appels d'offres ouverts prolongés au profit de la présélection précoce des fournisseurs et du recours à un fournisseur unique dans des conditions précises. À titre de validation de principe initiale, l'agence a raccourci la phase préliminaire des projets de sous-marins de patrouille canadiens, qui est passée d'un échéancier traditionnel de trois ans à cinq mois, établissant des négociations directes avec deux constructeurs alliés retenus en phase finale.

Répartition du capital, secteurs stratégiques et intégration des alliés

La SID accorde la priorité aux capacités souveraines dans dix secteurs stratégiques de base, notamment l'aérospatiale, les systèmes numériques, les systèmes autonomes, les munitions, les capteurs et les technologies de surveillance. Pour étendre les sociétés canadiennes à ces réseaux d'approvisionnement de premier ordre, les organismes fédéraux collaborent étroitement avec les prêteurs commerciaux et les sociétés d'État, y compris des programmes de financement ciblés dirigés par la BDC et un soutien au crédit accru d'EDC.

Parallèlement, le Canada positionne sa base industrielle de manière à soutenir les contraintes de capacité auxquelles font face les pays alliés :

- **Transfert de technologies à l'échelle mondiale** : Les principaux acteurs mondiaux de la défense considèrent de plus en plus le Canada comme une destination intéressante pour la fabrication de pointe et le transfert de technologies en raison de sa main-d'œuvre qualifiée et de son positionnement géographique sur le plan des exportations.
- **Capacités d'exportation clés en main** : À titre d'exemple principal de cette dynamique, L3Harris développe actuellement une importante capacité de service à Mirabel, au Québec, afin de soutenir un volume important d'avions de combat F-35 de 5^e génération. Cet investissement dans les infrastructures permet de capter la demande excédentaire d'une base industrielle de défense américaine en difficulté, ce qui permet au Canada d'importer de l'expertise technique et d'exporter des services aérospatiaux à marge élevée.

- **Ouvertures bilatérales** : Sur le plan géopolitique, le Canada participe de plus en plus aux initiatives de défense européennes. Au Canada, les dépenses immédiates liées aux infrastructures physiques comprennent la modernisation des bases, l'électrification, la mise à niveau des infrastructures hydrauliques, l'extension des logements pour le personnel et la maintenance des infrastructures sous-marines à Halifax et à Esquimalt.

Dépenses d'investissement concrètes et réalités sur le terrain

Au cours de sa discussion informelle, le ministre McGuinty a fourni des exemples explicites et localisés de la façon dont cette vague macroéconomique de capitaux se traduit activement en infrastructures économiques régionales :

- **Modernisation des bases et logistique du personnel** : Le programme de dépenses nationales cible la modernisation complète des bases militaires canadiennes, ce qui comprend l'électrification complète du réseau ainsi que la modernisation des réseaux d'eau et d'assainissement. Pour répondre aux fluctuations des effectifs, le mandat prévoit la construction de logements réservés aux employés.
- **Infrastructures maritimes lourdes** : Les infrastructures nécessaires pour soutenir les nouvelles acquisitions navales mises en œuvre en urgence impliquent d'importants investissements régionaux. Le ministre a souligné un investissement immédiat prévu pour Halifax, en Nouvelle-Écosse, ainsi qu'un investissement parallèle pour Esquimalt, en Colombie-Britannique, spécialement affectés à la modernisation des installations maritimes régionales pour gérer la flotte de sous-marins à venir.
- **Empreinte industrielle souveraine** : Pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement essentielles à la défense, le gouvernement fédéral poursuit ses investissements directs dans les installations nationales de fabrication de produits chimiques et de munitions d'importance stratégique, en appelant explicitement à la mise en place de nouveaux projets d'investissement pour les usines de production de nitrocellulose et de TNT.
- **Alliances bilatérales dans le secteur aérospatial** : S'appuyant sur les récentes relations de défense avec l'Europe, le ministre a souligné la participation officielle du Canada au programme Agir pour la sécurité de l'Europe (SAFE) de l'Union européenne (UE). Cet accord permet aux sociétés de défense canadiennes de soumissionner pour des contrats SAFE comportant jusqu'à 80 % de contenu canadien, ce qui favorise l'intégration de composants nationaux sur le marché européen.

Intégration du secteur financier et frictions réglementaires

Le ministre McGuinty a conclu son propos par une directive à l'intention du secteur bancaire canadien, reconnaissant que les infrastructures de défense, la production de munitions et les systèmes d'armement spécialisés ont traditionnellement été exclus des profils de crédit bancaires nationaux standard en raison des contraintes ESG imposées par les actionnaires. Pour résoudre systématiquement ces blocages de capitaux, le gouvernement a récemment organisé une table ronde dédiée à la question bancaire avec les grandes institutions financières canadiennes.

L'objectif principal de la politique est de simplifier les obstacles réglementaires qui retardent l'exécution par le secteur privé. Plus précisément, les organismes fédéraux renvoient actuellement leurs systèmes internes afin d'accélérer la délivrance des autorisations d'exportation par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada et de réduire les délais d'octroi des autorisations de sécurité des entreprises, ce qui crée un cadre plus prévisible pour le déploiement de capitaux privés.

Souveraineté dans l'Arctique

La table ronde sur la souveraineté dans l'Arctique a réuni plusieurs grandes entreprises canadiennes impliquées dans le développement du Nord du pays. La table ronde était composée de : Teri McKibbin, président et chef de la direction, Bird Construction (BDT), Mike Pyle, chef de la direction et directeur, Exchange Income (EIF), John MacDonald, secrétaire du Cabinet, sous-ministre, ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, et Gord Johnston, président et chef de la direction, Stantec (STN).

L'évolution de la réalité géopolitique dans le Grand Nord stimule les changements structurels dans les secteurs canadiens de la défense et de l'industrie, faisant passer la souveraineté dans l'Arctique du statut de simple sujet de débat politique à celui d'un cycle complexe de mobilisation de capitaux. Le projet de mandat du gouvernement fédéral, d'un montant de 35 milliards de dollars, consacré aux infrastructures de défense dans l'Arctique, constitue un projet d'investissement majeur s'étalant sur plusieurs décennies.

Élargissement du mandat : la défense par la résilience socio-économique

La mise en œuvre du maintien des capacités de défense dans l'Arctique nécessite un investissement important et parallèle dans les infrastructures civiles. Les discussions ont fait ressortir qu'une présence des Forces armées canadiennes (FAC) tout au long de l'année dépend, sur le plan opérationnel, des capacités de base des collectivités locales, qui doivent fournir des installations médicales, des logements permanents et des services publics municipaux pour accueillir le personnel affecté sur place. Par conséquent, ce marché présente un double usage, ajoutant une composante majeure d'ingénierie civile et de construction aux actifs purement militaires.

Les exploitants actuels présents autour de la table ronde, notamment BDT, STN et EIF, ont démontré que l'expérience de longue date dans le Nord offre un avantage structurel lorsque ces projets leur sont confiés, car ceux qui n'ont pas exercé leurs activités dans le Nord ne comprennent pas toujours les conditions et l'immensité de la région.

Cadre d'approvisionnement et relations avec les Autochtones

Le cadre réglementaire et social de mise en œuvre des infrastructures dans le Nord exige une intégration économique approfondie des collectivités locales. Plutôt que de traiter la participation locale comme une exigence contractuelle secondaire, la mise en œuvre réussie dépend souvent de partenariats structurés avec les communautés autochtones. Les participants à la table ronde ont souligné une préférence pour les groupes autochtones qui tirent parti des avantages économiques structurels, y compris la propriété directe d'actifs. Deux exemples peuvent être cités à cet égard : EIF a conclu une alliance stratégique avec Sakku Investments, la branche commerciale de la Kivalliq Inuit Association, dans le cadre de laquelle Calm Air (une compagnie aérienne d'EIF) loue à long terme un hangar d'aéronef à Rankin Inlet, lequel hangar a été construit et est détenu par Sakku. Le deuxième projet, qui ne se situe pas dans l'Arctique mais dans le nord de l'Ontario, est un partenariat conclu entre BDT et les Premières Nations de Marten Falls en vue de créer Piinahzii Limited Partnership, une société en commandite détenue majoritairement par des Autochtones qui travaillera en collaboration sur des projets d'infrastructure au sein de la communauté. Le projet a également permis à BDT d'émettre environ 20 000 actions ordinaires à Ozhiitaah LP, un groupe de développement des Premières Nations de Marten Falls.

Dynamique environnementale et facteurs logistiques limitants

Les échéanciers du projet et la comptabilisation subséquente des revenus pour les entrepreneurs industriels demeurent régis par des contraintes saisonnières et environnementales strictes. L'absence de réseau de transport terrestre interconnecté exige un cycle standard de planification de l'approvisionnement de 12 à 18 mois, car l'acheminement des matériaux lourds dépend des créneaux saisonniers restreints pour le transport par péniche ou des routes de glace en hiver. Les intervenants ont souligné que le changement climatique introduit une instabilité opérationnelle; s'il ouvre de nouvelles voies de transport, telles que celles liées au projet de route et de port de Gray's Bay, les variations de température ont simultanément une incidence sur les infrastructures existantes, posant des défis fondamentaux aux installations du Nord construites il y a à peine 15 ans.

Efficacité de l'approvisionnement et collaboration avec le secteur

Un point important à retenir pour le secteur de la défense a été le commentaire sur l'efficacité opérationnelle démontrée par Construction de Défense Canada (CDC). Les intervenants ont qualifié CDC d'organisme fédéral de passation de marchés innovant et efficace, qui respecte systématiquement les dates cibles de lancement des projets et adapte ses modèles de passation de marchés en fonction des retours d'expérience du secteur. Cette efficacité structurelle permet d'accélérer les délais de passation des marchés par rapport aux cycles de référence historiques.

Simultanément, l'envergure massive des infrastructures requises incite les organismes fédéraux à compter davantage sur les partenaires commerciaux pour mettre en place des marchés axés sur les solutions, plutôt que sur les processus traditionnels de demandes de propositions. Le gouvernement étant confronté à ses propres limites en matière de capacités pour gérer et entretenir directement les actifs en pleine expansion dans le Nord, il a de plus en plus recours à la sous-traitance pour ses programmes opérationnels à long terme. Parmi les exemples de passation de marchés, mentionnons le recours systématique à des opérateurs privés pour gérer des plateformes de formation spécialisées destinées aux pilotes et pour assurer la maintenance continue des flottes d'avions militaires à voilure fixe affectés aux missions de recherche et de sauvetage. Ce changement permet aux exploitants commerciaux d'offrir des capacités clés en main directement à la région, ce qui accélère efficacement les délais d'exécution tout en respectant la volonté politique et économique.

Accélérer la défense spatiale

Le panel sur la défense spatiale, animé par John Ruffolo (Maverix Equity), a réuni des sociétés canadiennes impliquées dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du secteur spatial. Parmi les intervenants, mentionnons Daniel S. Goldberg, chef de la direction de Télésat, qui représente les opérateurs de satellites et les infrastructures à large bande à double usage; Joe Armstrong, président de 49North (l'entité récemment créée axée sur la défense de MDA Space [MDA]), qui représente la fabrication de satellites et les systèmes de défense intégrés; Steve Matier, président et chef de la direction de Maritime Launch, représentant le premier site de lancement commercial du Canada à Canso, en Nouvelle-Écosse; et Hugh Kolias, chef de la direction de Canada Rocket Company, représentant le développement émergent de nouveaux véhicules de lancement au pays. Ensemble, les participants à la discussion ont abordé la conception et la fabrication de satellites, les opérations de systèmes multisatellites et les infrastructures et véhicules de lancement, offrant ainsi une vision globale de la position du Canada dans la course spatiale mondiale et de la rapidité avec laquelle il peut accélérer ses progrès.

La discussion a été menée sur fond de conjoncture macroéconomique favorable : 1) les investissements privés dans le secteur spatial ont progressé d'environ 40 % en glissement annuel pour s'établir à environ 12 milliards de dollars à l'échelle mondiale; 2) une volonté claire de renforcer les capacités souveraines est en cours au Canada et dans les pays alliés; et 3) le premier appel public à l'épargne (PAPE) de SpaceX, à venir, entraîne une réévaluation de l'ensemble du secteur.

La demande est structurelle et non cyclique

Les actifs spatiaux sont passés de « bons à avoir » à des infrastructures de défense de base avec une courbe de demande à long terme. Les panélistes ont fait état d'une expansion rapide des satellites actifs, qui passeront d'environ 13 000 aujourd'hui à 100 000 au cours des cinq prochaines années, la demande récurrente découlant d'un cycle de renouvellement moyen de cinq à huit ans. MDA a souligné sa capacité à répondre à la demande croissante grâce à l'augmentation de ses capacités de production : sa nouvelle installation de Montréal est maintenant capable de produire jusqu'à deux satellites par jour contre seulement quelques-uns par année auparavant. Les panélistes ont souligné que la demande de communications par satellite, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR) et de capacités de lancement est alimentée par les leçons tirées de la situation en Ukraine, « après que Musk ait fait basculer l'interrupteur ».

Les infrastructures à double usage constituent le modèle opérationnel

Télésat a conçu Lightspeed, sa constellation de satellites en orbite terrestre basse (LEO) de 5 milliards de dollars, comme « plan directeur des infrastructures à double usage », afin de fournir des services à large bande aux secteurs gouvernementaux et de la défense, ainsi qu'aux clients des secteurs de l'aviation commerciale, du transport maritime et des entreprises. Ces cas d'usage sont durables et nécessiteront une capacité accrue au fil du temps. Le programme Lightspeed est désormais en phase d'exécution : MDA a été désigné comme partenaire principal il y a environ deux ans, 14 lancements de Falcon 9 ont été achetés auprès de SpaceX et deux satellites pionniers devraient être lancés en décembre.

Un site de lancement national dans les Maritimes constitue un atout souverain offrant des possibilités de collaboration avec des alliés

Les intervenants ont déclaré que la souveraineté en matière de lancement constituait également une priorité essentielle, le Canada ne pouvant plus compter uniquement sur des rampes de lancement étrangères pour garantir son accès à l'orbite. Les sites de lancement nationaux peuvent également constituer une offre clé pour les alliés, ainsi que pour ceux qui « n'ont pas les moyens de se le permettre » ou qui n'ont pas accès aux principaux couloirs orbitaux que le Canada peut atteindre depuis les Maritimes. Maritime Launch prévoit un lancement le mois prochain, et le ministère de la Défense nationale est intervenu pour louer une rampe de lancement à Maritime Launch dans le cadre d'une entente de 10 ans d'une valeur de 200 millions de dollars, annoncée le 16 mars 2026.

Déficit en matière de lanceurs de charge moyenne

Les intervenants ont souligné que le marché mondial des lancements présente un déficit structurel en matière de fusées de charge moyenne (environ 25 000 kg), alors que SpaceX et Blue Origin se tournent vers les lanceurs super-lourds. Canada Rocket Company cible précisément ce marché intermédiaire, à la suite d'une progression de l'architecture du Falcon 1, du Falcon 2 et du Falcon 9 (de 6 à 8 ans en moyenne), avec des dépenses en immobilisations d'environ 500 millions de dollars nécessaires pour mettre en orbite une fusée de charge moyenne. La société prend délibérément le risque technique le plus faible possible pour assurer la vitesse de mise en marché.

La souveraineté dans l'Arctique est également un enjeu pour les ressources spatiales

L'Arctique a été présenté comme un défi majeur, compte tenu de son immense étendue géographique et de son climat rigoureux. Les panélistes ont souligné que pour assurer une couverture complète, il fallait recourir à des moyens spatiaux et intégrer les données provenant à la fois de l'espace et de moyens au sol. MDA a fait état de sa longue expérience dans ce domaine (son tout premier contrat portait sur les systèmes de détection par satellite dans l'Arctique), ainsi que de ses capacités de longue date en matière de satellites d'observation de la Terre, RADARSAT2 continuant de fonctionner bien au-delà de sa durée de vie prévue. En décembre, le gouvernement du Canada a conclu un partenariat stratégique avec MDA Space et Télésat afin de développer et de fournir aux Forces armées canadiennes une capacité MILSATCOM multifréquence pour l'Arctique.

Panel sur la position dominante de l'informatique quantique

Sarah Boatman, chef des services financiers, Photonic, Rafal Janik, chef de l'exploitation, Xanadu, et Julien Camirand Lemyre, cofondateur et chef de la direction, Nord Quantique, ont présenté un tableau favorable du secteur quantique canadien : la validation progresse, la commercialisation est en vue, et le Canada dispose d'une réelle opportunité de transformer son leadership technique en atout stratégique et économique. Pour les investisseurs, l'élément clé est que les politiques, les capitaux et les intérêts du secteur de la défense convergent de plus en plus vers un petit groupe de plateformes nationales crédibles. Au cours des 10 prochaines années, l'évolution des technologies d'informatique quantique devrait transformer le secteur de la défense, de la sûreté et de la sécurité. Ces technologies présentent des occasions et des défis importants pour la défense et la sécurité. Ces trois entreprises sont en passe de prospérer en contribuant à faire progresser la commercialisation de l'informatique quantique.

Ce qui compte :

- **Validation** : La feuille de route Starling d'IBM et les progrès réalisés par Google dans le cadre du projet Willow soutiennent tous deux que l'informatique quantique tolérante aux défaillances est sur le point de connaître une percée.

Le Canada contribue, avec le soutien de ses laboratoires de calibre mondial (p. ex., Xanadu, Photonic, Nord Quantique) à mettre au point des ordinateurs quantiques évolutifs et tolérants aux défaillances.
- **Commercialisation** : Les premières applications prometteuses se situent très probablement dans les domaines de l'optimisation, des matériaux, des soins de santé et des infrastructures sécurisées par la technologie quantique.
- **Soutien** : La politique canadienne est de plus en plus ciblée grâce à la [Stratégie quantique nationale](#) et au financement axé sur la commercialisation.
- **Signal de demande** : Le secteur de la défense devient un véritable vecteur d'adoption, les priorités liées au programme [Quantum 2030](#) et à la transition vers des solutions post-quantiques contribuant à faire progresser l'écosystème.
- **Exigences en matière de défense et de sécurité nationale** : Les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) accordent une grande priorité à la science et à la technologie quantiques afin de moderniser l'espace de combat et de garantir la sécurité des opérations. Leurs impératifs stratégiques sont énoncés dans la Stratégie Quantum 2030. Le plan de mise en œuvre du MDN met l'accent sur quatre missions essentielles : la modernisation cryptographique, la détection quantique, l'imagerie quantique et la préparation à l'informatique quantique.

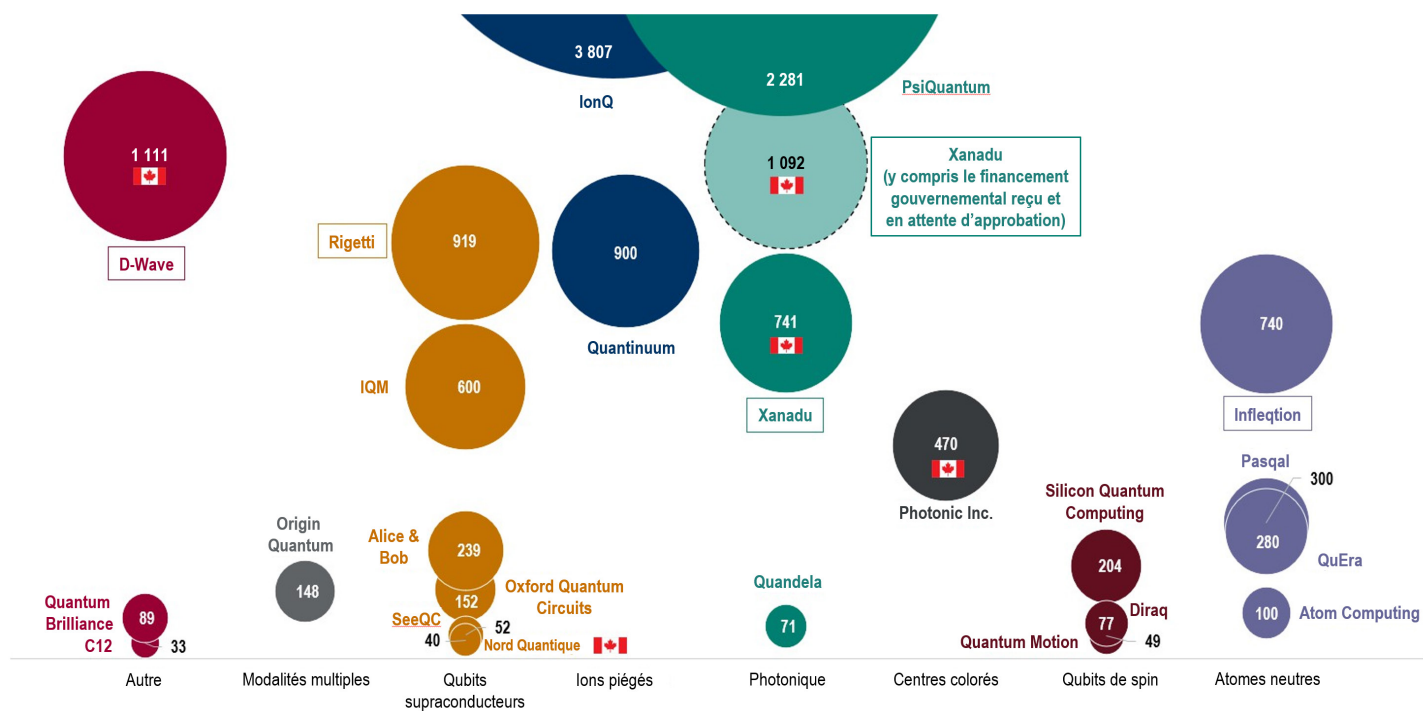
Xanadu : le projet phare canadien dans le domaine de la photonique et sans doute la plateforme nationale la plus en vue. Xanadu dispose d'une capacité unique à évoluer grâce à une approche de mise en réseau modulaire, ce qui lui offre une chance réelle d'atteindre son objectif : construire d'ici 2030 un centre de données quantique à l'échelle commerciale et tolérant aux défaillances. Le débat est simple : si la photonique l'emporte, Xanadu pourrait être l'un des plus importants atouts informatiques du pays.

Photonic : une entreprise axée davantage sur l'architecture et la tolérance aux défaillances, qui se distingue par son positionnement en matière de mise en réseau et de correction d'erreurs, ainsi que par ses avantages en matière de coût et de taille. Si le marché récompense l'évolutivité et la conception des systèmes, Photonic pourrait s'avérer d'une importance stratégique.

Nord Quantique : un investissement en phase précoce, doté d'une technologie de correction d'erreurs innovante et peu coûteuse, et offrant un réel potentiel de plus-value si le projet aboutit. Ce choix comporte davantage de risques, mais présente également le potentiel de plus-value le plus évident.

Dans le contexte mondial, ces trois titres canadiens se comparent bien à leurs concurrents mondiaux dans le classement 2026 de Quantum Navigator : D-Wave s'est classée 7^e, Xanadu 8^e, Photonic 19^e et Nord Quantique 23^e. La figure 1 présente les sociétés d'informatique quantique en fonction du financement total recueilli, l'un des intrants de la méthodologie de Quantum Navigator.

Figure 1 : Sociétés d'informatique quantique par modalité – financement total recueilli à ce jour, 2026 (M\$ US)



Remarques : 1. Google, IBM et Amazon, bien qu'elles ne figurent pas ici, utilisent largement des qubits supraconducteurs, à ions piégés et à atomes neutres. 2. Le financement total de Xanadu comprend à la fois les subventions publiques déjà reçues et les négociations annoncées avec le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario en vue d'un soutien pouvant atteindre 390 millions de dollars canadiens, sous réserve de la conclusion de ces négociations. Ce montant est calculé sur la base des dépenses remboursables liées au développement de nouvelles capacités nationales dans les domaines suivants : l'intégration hétérogène, le conditionnement de circuits intégrés photoniques, les tests et mesures de semi-conducteurs au niveau de la plaquette, et l'assemblage de modules quantiques. 3. D-Wave exclut la lettre d'intention du 21 mai 2026 portant sur un financement proposé de 100 millions de dollars au titre de la loi américaine *CHIPS and Science Act*, gérée par le Département du Commerce des États-Unis. Dans le cadre de la signature des documents de décision finale, D-Wave émettrait 100 millions de dollars en actions ordinaires au Département du Commerce des États-Unis.

Sources : Rapports de la société et Marchés mondiaux CIBC inc.

Annexe – Ordre du jour

Mot d'ouverture

Harry K. Culham, président et chef de la direction, Banque CIBC

Discours d'ouverture

L'honorable **David J. McGuinty**, ministre de la Défense nationale, gouvernement du Canada

Animateur : Harry K. Culham, président et chef de la direction, Banque CIBC

Mobilisation de l'engagement du secteur public

Peter Dawe, vice-président, Stratégie de la défense, Banque de développement du Canada (BDC)

Alison Nankivell, présidente et chef de la direction, Exportation et développement Canada (EDC)

Mark Shoniker, vice-président de marché, Financement des sociétés, Banque CIBC

Animatrice : Susan Rimmer, PVPD et chef de groupe, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, Banque CIBC

Souveraineté arctique

Teri McKibbin, président et chef de la direction, Bird Construction Inc.

Michael Pyle, chef de la direction et directeur, Exchange Income Corp.

John MacDonald, secrétaire du Cabinet, sous-ministre, ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Gord Johnston, président et chef de la direction, Stantec

Animatrice : Krista Friesen, directrice exécutive, Recherche sur les actions, Marchés des capitaux CIBC

Technologie à double usage

Faiz Hemani, directeur général, Onex Corporation

Dana O'Born, chef de la stratégie, Conseil canadien des innovateurs

Glenn Lynch, directeur, président et chef de la direction, Volatus Aerospace

Animateur : Jamie Pizale, directeur général, Banque d'investissement, réseau mondial, Marchés des capitaux CIBC

Le rôle des capitaux privés dans les investissements de défense

Glenn Cowan, fondateur et chef de la direction, ONE9

Ken Rotman, chef de la direction et directeur général, Clairvest Group Inc.

Animatrice : Priya Radha, chef, Groupe Solutions gouvernementales, Marchés des capitaux CIBC

Leadership en informatique quantique

Sarah Boatman, chef des services financiers, Photonic Inc.

Rafal Janik, chef de l'exploitation, Xanadu

Julien Camirand Lemyre, cofondateur et chef de la direction, Nord Quantique

Animateur : Colin Ryan, chef, Technologie et innovation, Banque d'investissement, réseau mondial, Marchés des capitaux CIBC

Causerie

Eliot Pence, fondateur, Dominion Dynamics

Animateur : Paul McKinlay, directeur gestionnaire général et chef, Services financiers Innovation, Banque CIBC

Accélérer la défense spatiale

Joe Armstrong, président, 49North (MDA Space)

Daniel S. Goldberg, président et chef de la direction, Télésat

Hugh Kolias, chef de la direction, Canada Rocket Company

Stephen Matier, président et chef de la direction, Maritime Launch

Animateur : John Ruffolo, fondateur et associé principal, Maverix Private Equity

Table ronde de clôture

Doug Guzman, président-directeur général, Agence de l'investissement pour la défense, gouvernement du Canada

Animatrice : Lisa Raitt, vice-présidente, Bureau du chef de la direction, Banque CIBC

Mot de la fin

Christian Exshaw, PVPD et chef de groupe, Marchés des capitaux CIBC

Mentions juridiques importantes

Attestation des analystes : Chaque analyste de recherche de Marchés mondiaux CIBC inc. désigné à la première page du présent rapport de recherche ou au début de l'une ou l'autre de ses sous-sections atteste ce qui suit par les présentes : i) les recommandations et les opinions exprimées dans les présentes correspondent avec exactitude au point de vue personnel de cet analyste de recherche au sujet de la société et des titres faisant l'objet du présent rapport et de toutes les autres sociétés et de tous les autres titres mentionnés dans le présent rapport et couverts par cet analyste de recherche et ii) aucune partie de la rémunération de l'analyste de recherche n'est ni ne sera directement ou indirectement liée aux recommandations ou aux opinions exprimées en particulier par cet analyste de recherche dans le présent rapport.

Possibilités de conflits d'intérêts : Les analystes de recherche sur les actions employés par Marchés mondiaux CIBC inc. sont rémunérés à même les produits générés par les diverses activités de Marchés mondiaux CIBC inc., y compris les services de Banque d'investissement de Marchés mondiaux CIBC. Les analystes de recherche ne touchent aucune rémunération basée sur des produits provenant d'opérations de banque d'investissement en particulier. Marchés mondiaux CIBC inc. interdit habituellement à tout analyste de recherche et à tout membre de son ménage d'exécuter des opérations sur les titres d'une société couverte par cet analyste de recherche. De plus, Marchés mondiaux CIBC inc. interdit habituellement à tout analyste de recherche d'occuper un poste de dirigeant, d'administrateur ou de membre de conseil consultatif d'une société couverte par cet analyste.

En plus des participations de 1 % dans les sociétés analysées qui doivent expressément être divulguées dans le présent rapport, Marchés mondiaux CIBC inc. peut détenir une position acheteur de moins de 1 % ou une position vendeur ou agir à titre de contrepartiste sur les titres dont il est question dans le présent rapport, sur des titres connexes ou sur des options, des contrats à terme ou d'autres instruments dérivés s'appuyant sur de tels titres.

Les destinataires du présent rapport sont avisés que la totalité ou toute partie des ententes susmentionnées, de même que des informations plus précises mentionnées ci-après, peuvent de temps à autre donner lieu à des conflits d'intérêts potentiels.

Marchés mondiaux CIBC inc. fait des affaires et cherche à faire des affaires avec des sociétés couvertes dans ses rapports de recherche. Les investisseurs sont donc avisés que Marchés mondiaux CIBC inc. peut avoir un conflit d'intérêts susceptible de compromettre l'objectivité du présent rapport. Les investisseurs doivent considérer le présent rapport comme un seul facteur parmi d'autres pour la prise de leurs décisions de placement.

Les analystes engagés à l'extérieur des États-Unis ne sont pas enregistrés en tant qu'analystes de recherche auprès de la FINRA. Ces analystes n'étant pas nécessairement des personnes associées de Marchés mondiaux CIBC inc., ils peuvent ne pas être assujettis aux restrictions énoncées dans la règle 2241 de la FINRA à l'égard des communications avec une société assujettie, des apparitions en public et des opérations sur des titres détenus dans le compte d'un analyste de recherche.

Système de notation de Marchés mondiaux CIBC inc.

Cotes des titres	Abréviation	Description
Rendement supérieur	OP	Il est prévu que l'action donnera un rendement supérieur à celui des actions semblables de l'univers des titres suivis au cours des 12 à 18 prochains mois.
Neutre	NT	Il est prévu que l'action donnera un rendement conforme à celui des actions semblables de l'univers des titres suivis au cours des 12 à 18 prochains mois.
Rendement inférieur	UN	Il est prévu que l'action donnera un rendement inférieur à celui des actions semblables de l'univers des titres suivis au cours des 12 à 18 prochains mois.
Offre	TR	Nous conseillons aux actionnaires de présenter les actions dans le cadre d'une offre précise, car nous ne croyons pas qu'une meilleure offre se matérialisera.
Non coté	NR	Marchés mondiaux CIBC ne formule aucune recommandation de placement à l'égard de l'action.
Restreint	R	Il est interdit à Marchés mondiaux CIBC d'évaluer l'action (en raison d'un possible conflit d'intérêts).

Cotes des secteurs	Abréviation	Description
Surpondération	O	Il est prévu que le secteur donnera un rendement supérieur à celui de la moyenne des marchés en général.
Pondération du marché	M	Il est prévu que le secteur donnera un rendement égal à celui de la moyenne des marchés en général.
Sous-pondération	U	Il est prévu que le secteur donnera un rendement inférieur à celui de la moyenne des marchés en général.
Aucun	S. O.	L'évaluation du secteur ne s'applique pas.

Remarque : Les moyennes du marché en général renvoient à l'indice S&P 500 aux États-Unis et à l'indice composé S&P/TSX au Canada.

Graphique du cours de Marchés mondiaux CIBC inc.

Pour consulter les graphiques de cours et de performance, rendez-vous sur le site Web de la CIBC à l'adresse <https://researchcentral.cibccm.com/#/disclaimer-central-new> 1 ou écrivez à Marchés mondiaux CIBC inc., à l'adresse 16 Bay Street, 4^e étage, Toronto (Ontario) M5H 2S8, à l'attention de : Research Disclosure Chart Request.

Notes de bas de page des divulgations importantes

Pour obtenir les notes de bas de page des divulgations importantes pour les sociétés suivies par Marchés mondiaux CIBC inc., dont il est fait mention dans le présent rapport, suivez ce lien : [Renseignements à communiquer et avis juridique de la Banque CIBC](#)

Distribution des cotes* dans l'univers de couverture de Marchés mondiaux CIBC inc.

(au 26 mai 2026)	Nombre	Pourcentage	Relations de Banque d'investissement	Nombre	Pourcentage
Rendement supérieur	163	59 %	Rendement supérieur	163	100 %
Neutre	98	36 %	Neutre	98	100 %
Rendement inférieur	2	1 %	Rendement inférieur	2	100 %
Offre	6	2 %	Offre	6	100 %
Restreint	6	2 %	Restreint	6	100 %

Pour obtenir les renseignements importants sur chaque émetteur, consultez le site Web central de recherche à l'adresse <https://researchcentral.cibccm.com/#/disclaimer-central-new> puis entrez le nom de l'émetteur. Vous pouvez consulter notre politique de diffusion de la recherche sur le même site Web à l'adresse : <https://researchcentral.cibccm.com/#/dissemination-policy>. Vous pouvez aussi obtenir ces informations importantes en envoyant votre demande par écrit à Marchés mondiaux CIBC inc., 161 Bay Street, 4^e étage, Toronto (Ontario) M5H 2S8, à l'attention de : Research Disclosures Request.

Accès à la recherche sur les actions de la Banque CIBC

Les clients peuvent accéder à la recherche sur les actions de la Banque CIBC en ligne sur le site Web central de recherche, à l'adresse <https://researchcentral.cibccm.com/>, ou par l'intermédiaire des agrégateurs de recherche suivants : Bloomberg, Refinitiv, Capital IQ et FactSet.

Mentions juridiques

Le présent rapport est publié par Marchés des capitaux CIBC.

Marchés des capitaux CIBC est une marque de commerce sous laquelle la Banque Canadienne Impériale de Commerce (la « Banque CIBC »), ses filiales et ses sociétés affiliées (qui comprennent notamment Marchés mondiaux CIBC inc., CIBC World Markets Corp. et CIBC Capital Markets [Europe] S.A.) proposent des produits et des services à nos clients partout dans le monde. Parmi les services offerts par la Banque CIBC, mentionnons les services de financement d'entreprises, les opérations de change, les instruments du marché monétaire, les billets structurés, les produits à taux d'intérêt et les produits dérivés hors cote. La Déclaration relative aux marchés des changes CIBC qui traite des principes énoncés dans le code mondial des marchés des changes peut être lue sur le site <https://cibccm.com/fr/disclosures/fx-disclosure-statement/>. D'autres produits et services, comme des options sur actions négociées en bourse et sur actions, des titres à revenu fixe et l'exécution de contrats à terme sur des titres canadiens, sont offerts par les filiales détenues directement ou indirectement par la Banque CIBC comme il est indiqué ci-dessous.

Marchés mondiaux CIBC inc. est membre du Fonds canadien de protection des investisseurs et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. Aux États-Unis, CIBC World Markets Corp. est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et du Securities Investor Protection Fund. Au Luxembourg, Marchés des capitaux CIBC (Europe) S.A. (RCS Luxembourg : B236326) est autorisée par la Banque centrale européenne (« BCE ») et est supervisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, sous la surveillance de la BCE. CIBC Australia Ltd (AFSL n° : 240603) est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission (« ASIC »). CIBC World Markets (Japan) Inc. est membre de la Japanese Securities Dealer Association. La Banque CIBC (CM aux bourses de Toronto et de New York) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) dont le siège social est situé à Toronto (Ontario), au Canada, et qui est réglementée par le Bureau du surintendant des institutions financières. Le centre bancaire de New York de la Banque CIBC est autorisé et supervisé par le Département des services financiers de l'État de New York. Au Royaume-Uni, la Banque CIBC, Londres est autorisée par la Prudential Regulation Authority et réglementée par la Financial Conduct Authority et, de façon limitée, par la Prudential Regulation Authority. Le centre bancaire de Sydney de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (ABN : 33 608 235 847) est un centre bancaire étranger autorisé et réglementé par l'Australian Prudential Regulation Authority (APRA). Le centre bancaire de Hong Kong de la Banque Canadienne Impériale de Commerce est une institution inscrite en vertu de la Securities and Futures Ordinance (Cap 571) et une société étrangère à responsabilité limitée inscrite auprès du bureau d'enregistrement de Hong Kong. Le centre bancaire de Singapour de la Banque Canadienne Impériale de Commerce est une banque de gros autorisée et réglementée par la Monetary Authority of Singapore.

Le présent rapport a été émis et approuvé pour distribution a) au Canada, par Marchés mondiaux CIBC inc., membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »), de la Bourse de Toronto, de la Bourse de croissance TSX et du Fonds canadien de protection des épargnants, et b) aux États-Unis, soit i) par Marchés mondiaux CIBC inc. à l'intention uniquement des investisseurs institutionnels importants aux États-Unis (tels qu'ils sont définis dans le règlement 15a-6 de la Securities and Exchange Commission) ou ii) par CIBC World Markets Corp., membre de la Financial Industry Regulatory Authority (« FINRA »). Les investisseurs institutionnels importants aux États-Unis qui reçoivent le présent rapport de Marchés mondiaux CIBC inc. (le courtier au Canada) sont tenus d'effectuer les transactions (autres que la négociation de leurs termes) sur des titres faisant l'objet de ce rapport par l'intermédiaire de CIBC World Markets Corp. (le courtier aux États-Unis). CIBC World Markets Corp. accepte la responsabilité du contenu du présent rapport de recherche.

Distribution aux clients institutionnels seulement

Canada

Ce rapport est publié à titre d'information seulement, à l'intention des investisseurs institutionnels et des clients de détail de Marchés mondiaux CIBC au Canada, et ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres mentionnés dans un territoire où pareille offre ou sollicitation est interdite.

Mentions juridiques (suite)

États-Unis

Ce rapport est publié à titre d'information seulement, à l'intention des investisseurs institutionnels importants aux États-Unis et des clients de CIBC World Markets Corp. aux États-Unis, et ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres mentionnés dans un territoire où pareille offre ou sollicitation est interdite.

Royaume-Uni

La distribution de ce rapport au Royaume-Uni est autorisée uniquement et destinée uniquement aux personnes visées par une ou plusieurs exemptions du régime de promotion financière, prévues à l'article 21 de la UK Financial Services and Markets Act 2000 (dans sa version en vigueur) (« FSMA »), incluant notamment les suivantes :

- les sociétés autorisées en vertu de la FSMA et certains autres professionnels des placements admissibles selon l'article 19 du FSMA (Financial Promotion) Order 2005 (« **FPO** ») ainsi que les administrateurs, dirigeants et employés représentant ces entités dans le cadre d'investissements;
- les entités à valeur élevée qui sont admissibles selon l'article 49 du FPO ainsi que les administrateurs, dirigeants et employés représentant ces entités dans le cadre d'investissements;
- les personnes à qui cette présentation est faite à l'extérieur du Royaume-Uni.

La distribution de ce rapport à toute autre personne au Royaume-Uni est interdite et pourrait constituer une infraction à la FSMA. Les personnes qui n'entrent pas dans ces catégories ne doivent pas considérer ce rapport comme une promotion qui leur est destinée ni se reposer sur celle-ci ou y donner suite à quelque fin que ce soit.

Ce rapport est distribué uniquement aux contreparties admissibles ou aux clients professionnels et non aux clients de détail au sens du point (8) de l'article 2 du *Règlement (UE) n° 2017/565*, car il fait partie du droit britannique en vertu de la European Union (Withdrawal) Act 2018 (Loi de 2018 sur le retrait de l'Union européenne).

Tous les autres territoires

Le présent rapport est destiné uniquement aux clients institutionnels, et non aux clients de détail au sens des lois et des règlements applicables en matière de valeurs mobilières auxquels Marchés des capitaux CIBC peut être assujéti dans tout territoire, et est distribué uniquement en conformité avec toutes les lois et tous les règlements applicables.

Les titres mentionnés dans le présent rapport pourraient ne pas convenir à tous les types d'investisseurs. Le présent rapport ne tient pas compte des objectifs de placement, de la situation financière ni des besoins spécifiques d'un client particulier de Marchés mondiaux CIBC. Le destinataire devrait considérer le présent rapport comme l'un des facteurs qui lui permettront de prendre une décision de placement. Il ne devrait pas se fier uniquement aux recommandations en matière de placement qu'il contient en remplacement d'un avis indépendant sur le fond et les risques de placement. L'analyste rédigeant le rapport n'est pas une personne physique ou morale ayant le pouvoir effectif, implicite ou apparent d'agir au nom de tout émetteur mentionné dans le rapport. Avant de prendre une décision de placement à l'égard de l'un ou l'autre des titres recommandés dans le présent rapport, le lecteur est invité à évaluer le bien-fondé de cette recommandation en tenant compte de ses besoins et objectifs de placement particuliers, de même que de sa situation financière. Marchés mondiaux CIBC recommande à ses clients de détail canadiens de communiquer avec un de ses conseillers dans leur territoire pour discuter de leur situation particulière avant d'agir sur la foi d'une des recommandations présentées ici. Les destinataires du présent rapport qui ne sont pas des investisseurs institutionnels clients de Marchés mondiaux CIBC doivent consulter un conseiller financier indépendant avant de prendre une décision en matière de placements fondée sur le présent rapport ou pour obtenir une explication de son contenu. Marchés mondiaux CIBC ne traitera pas les destinataires qui ne sont pas clients de la Banque CIBC comme des clients uniquement parce qu'ils ont reçu le présent rapport.

Mentions juridiques (suite)

Le rendement passé ne constitue pas une garantie des résultats futurs, et aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, n'est faite à l'égard du rendement futur d'aucun des titres mentionnés dans le présent rapport. Le prix des titres mentionnés dans le présent rapport ainsi que les revenus qu'ils génèrent peuvent fluctuer ou subir l'effet négatif des cours du change. Les investisseurs peuvent réaliser des pertes sur les placements qu'ils font dans ces titres, y compris des pertes de capital. Marchés mondiaux CIBC n'assume aucune responsabilité à l'égard des pertes qui pourraient résulter de l'utilisation des renseignements contenus dans le présent rapport, sauf si une responsabilité lui est attribuée en vertu de lois ou d'un règlement s'appliquant à elle.

Les renseignements, les opinions et les données statistiques contenus dans le présent rapport proviennent de sources jugées fiables. Toutefois, Marchés mondiaux CIBC ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité de ces renseignements, opinions et données statistiques (à l'exception des renseignements contenus dans la rubrique des informations importantes du présent rapport fournie par Marchés mondiaux CIBC inc. ou par des analystes de recherche), et ne doivent pas être considérés comme tels. Toutes les estimations, les opinions et les recommandations exprimées dans les présentes constituent des appréciations qui sont valables à la date du rapport et peuvent changer sans préavis.

Aucun élément contenu dans la présente publication ne constitue un conseil juridique, comptable ou fiscal. Les niveaux et les bases d'imposition pouvant varier, toute mention dans le présent rapport de l'incidence fiscale d'un placement ne saurait être interprétée comme un conseil de nature fiscale. Comme pour tout placement pouvant avoir des conséquences fiscales, les clients ont intérêt à s'adresser à leur propre conseiller fiscal.

Le présent rapport peut contenir des adresses de sites Web sur Internet ou des hyperliens menant à de tels sites. Marchés mondiaux CIBC n'a pas analysé les sites Web Internet liés appartenant à des tiers et décline toute responsabilité en ce qui concerne leur contenu. Ces adresses ou hyperliens sont exclusivement fournis pour la commodité et l'information du lecteur, et le contenu des sites Web de tiers liés n'est d'aucune manière intégré au présent document. Les destinataires qui choisissent d'accéder à ces sites Web de tiers ou de suivre ces hyperliens le font à leur propre risque.

Bien que toutes les sociétés qui distribuent ce rapport soient des filiales en propriété exclusive de la Banque CIBC, chacune d'elles est seule et entièrement responsable de ses propres obligations contractuelles et de ses engagements et tous les titres et produits offerts ou recommandés aux clients, ou vendus ou achetés dans leurs comptes i) ne seront pas assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) ou un autre organisme d'assurance-dépôts semblable, ii) ne constitueront pas des dépôts ni d'autres types d'obligations de la Banque CIBC, iii) ne seront pas garantis ni approuvés par la Banque CIBC et iv) seront assujettis aux risques de placement, dont la possibilité de perdre le capital investi. Marchés des capitaux CIBC et la conception graphique du logo CIBC sont des marques de commerce de la Banque CIBC, utilisées sous licence.

© Marchés mondiaux CIBC inc., CIBC World Markets Corp. et CIBC Capital Markets (Europe) S.A., 2026. Tous droits réservés. L'utilisation, la distribution, la reproduction et la publication du présent rapport sans l'autorisation écrite préalable de Marchés mondiaux CIBC inc. sont interdites par la loi et peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires.